

Commune de

**AVOLSHEIM**

**PORTER A LA CONNAISSANCE DU PREFET**

**REVISION N° 1**

**APPROBATION**

Vu pour être annexé à

la délibération du

19 OCT 2007

A AVOLSHEIM

LE

22 OCT 2007

Le Maire

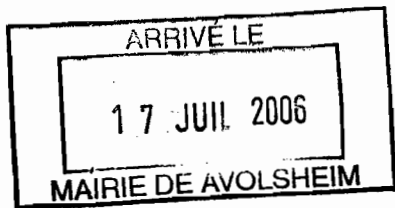
Gilbert VETTER



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Strasbourg, le - 3 JUIL. 2006



direction  
départementale  
de l'Équipement  
Bas-Rhin



service  
Urbanisme et  
Aménagement

486 SUA/UE



LE PREFET DU BAS-RHIN

à

Monsieur le Maire  
de la commune d'AVOLSHEIM  
67120 AVOLSHEIM

**OBJET** : Plan local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune d'AVOLSHEIM

**Révision**

**PORTER A LA CONNAISSANCE**

**REFER** : Délibération du conseil municipal du 11 septembre 2003, premiers éléments de porter à la connaissance transmis le 4 janvier 2005

**AFFAIRE SUIVIE PAR** : Mme Gratia

☎ 03.90.23.85.48

**P.J.** : une chemise comportant les documents joints en annexe

Monsieur le Maire,

Par courrier du 4 janvier 2005, je vous ai transmis les premiers éléments du porter à la connaissance dont je disposais. Veuillez trouver ci-jointes les informations complémentaires issues de la consultation des différents services publics et de l'Etat.

42 rue Jacques Kablé  
BP 1005/F  
67070 Strasbourg cedex

téléphone :

03 90 23 85 43

télécopie :

03 90 23 85 40

courriel : sua.dde-67

@equipement.gouv.fr

internet :

www.bas-rhin.equipement.gouv.fr

## I- RECENSEMENT DES RICHESSES ENVIRONNEMENTALES ET PATRIMONIALES

Les richesses environnementales et patrimoniales suivantes, dont vous trouverez une représentation graphique en annexe, ont été recensées sur le territoire d'Avolsheim :

### - Le site classé (par arrêté du 16 avril 1934) de l'Eglise Dompeter (le classement concerne le cimetière entourant l'Eglise)

Le classement des sites a pour origine la loi du 2 mai 1930 portant réorganisation de la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Elle a pour objectif la protection et la conservation d'un espace naturel ou bâti, quelle que soit son étendue. Dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme, l'emplacement du site doit être reporté au PLU en qualité de servitude d'utilité publique opposable aux tiers (code de l'urbanisme art. R 126-1).

Les effets du classement sont les suivants :

- Tous travaux susceptibles de modifier ou détruire l'état ou l'aspect des lieux sont interdits, sauf autorisation expresse du ministre après avis de la CDSPP et, le cas échéant, de la commission supérieure ou du préfet. Une telle procédure ne peut concerner que les travaux non soumis à permis de construire et l'édification ou la modification de clôtures (après avis de l'architecte des bâtiments de France et, si le préfet le juge utile, de la CDSPP).

- Le camping et l'installation de villages de vacances sont interdits sauf dérogation accordée par le préfet, après avis de l'architecte des bâtiments de France, et éventuellement de la commission départementale des sites.

- Au cas où la décision de classement comporte des prescriptions particulières, le propriétaire est mis en demeure de mettre les lieux en conformité avec celles-ci.

- Le camping, la création de villages de vacances, l'affichage, la publicité sont interdits, sauf dérogation du ministre.

### - Deux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II correspondant respectivement aux collines calcaires Sous-Vosgiennes et au Ried de la Bruche

Une ZNIEFF est l'identification scientifique d'un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique. Elle constitue un outil de connaissance. Elle n'a pas en elle-même de valeur juridique directe, mais est destinée à éclairer vos décisions.

Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels (massif forestier, vallées, plateau, estuaire...) riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte, notamment, du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

### - La présence possible de grands hamsters repérés avant 1990 (c.f. fiche annexée)

## II- INFORMATION SUR LA REGLEMENTATION ARCHEOLOGIQUE ET SUR LES ZONES SENSIBLES D'ORES ET DEJA RECENSEES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'AVOLSHEIM

Des vestiges archéologiques ont été reconnus par des sondages et des fouilles préventives partielles réalisées à Avolsheim. A titre informatif et réglementaire, vous trouverez ci-jointe une carte des zonages archéologiques sensibles définis par le Service régional de l'Archéologie et arrêtés par le Préfet, à insérer dans le rapport de présentation.

La protection du patrimoine archéologique est fondée principalement sur les lois du 27 septembre 1941 et du 17 janvier 2001, modifiée le 1<sup>er</sup> août 2003, sur la loi de protection des sites inscrits et classés de 1913 (monuments historiques) et sur celle de 1930 (sites naturels et pittoresques).

Depuis la mise en application de la loi du 17 janvier 2001 modifiée le 1<sup>er</sup> août 2003, **le service régional de l'archéologie (SRA) devrait désormais être saisi et consulté sur toutes les autorisations de lotir, de ZAC, ZI, de projets avec étude d'impact..., ouvertures de carrières, tracés linéaires ( TGV, routes, gazoducs, canaux, aéroports...), et sur les autorisations de démolir, les autorisations de construire et les autorisations d'installations et de travaux divers pour laquelle un zonage archéologique a été arrêté par le préfet.**

Le cas échéant, selon la nature, l'extension, la datation, l'état de conservation, la profondeur d'enfouissement des vestiges mis au jour lors du diagnostic, **des fouilles peuvent être prescrites** par le SRA, ce qui amène à un surcoût financier à prendre en compte.

Il serait donc judicieux soit que les aménageurs renoncent à urbaniser les zones archéologiques sensibles cartographiées dans le PLU, soit qu'ils prennent l'initiative, **de soumettre au SRA, le plus en amont possible, leurs projets d'urbanisme** ou des esquisses de plans de construction. Cette procédure permettrait en effet de réaliser, en saisine volontaire et à titre préventif, une série de sondages déterminant l'ampleur et l'intérêt des vestiges archéologiques susceptibles d'être découverts et de prendre toute mesure permettant de concilier les impératifs de l'urbanisme moderne et des aménageurs avec ceux de l'étude et de la conservation du patrimoine archéologique, et d'évaluer le plus précisément possible la faisabilité du projet d'urbanisme.

Hors des zonages archéologiques arrêtés par le préfet et des consultations automatiques du SRA, et hors des terrains concernés par des demandes faites en amont par les aménageurs (qui amènent au paiement d'une redevance), **le territoire est géré au titre des « découvertes fortuites »** (article 14 de la loi de 1941), validée par ordonnance n°45-2092 du 13 septembre 1945, et déclarée exécutoire dans les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle par décret n°47-753 du 19 avril 1947)

Dans ce cas, **si, à l'ouverture d'un chantier, le pétitionnaire découvre un gisement archéologique, il est tenu d'en faire la déclaration immédiate au maire qui doit la transmettre sans délai au conservateur régional de l'archéologie. La non déclaration par le pétitionnaire de découvertes archéologiques est passible de sanctions pénales et civiles (articles 322.1 et 322.2 du nouveau code pénal).** Les objets ainsi découverts fortuitement restent la propriété de l'inventeur et du propriétaire du terrain (partagé par moitié entre eux), ce conformément à l'article 716 du code civil. L'Etat peut cependant revendiquer ces découvertes moyennant une indemnité fixée à l'amiable ou à dire d'expert.

**Le service régional de l'archéologie peut de toute façon à tout instant interrompre tous travaux susceptibles de détruire un site archéologique, même si une autorisation de construire, de démolir, de travaux ou d'urbanisme a été délivrée.** Lorsque les travaux de construction sont différés pour permettre la réalisation des fouilles de sauvetage, il y a interruption du délai de péremption du permis de construire.

**ADRESSE DU SRA (Service régional de l'archéologie)**

### **III- SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

Vous trouverez ci-après une liste exhaustive de servitudes d'utilité publique datée de juin 2006 comportant l'ensemble des servitudes opposables à ce jour et qui a servi de base pour l'établissement de l'annexe des SUP du PLU.

Le territoire d'Avolsheim est notamment concerné par:

- des lignes de télécommunication ( tracé vert pour le réseau posé en domaine public et rouge pour le réseau posé en domaine privé;
- les servitudes 758/806, Donon-Strasbourg (décret du 6/02/80) et 758/1042 (décret du 26/03/1981) de zone spéciale de dégagement;
- des lignes d'électricité gérées par Electricité de Strasbourg;
- Un monument Historique classé, le baptistère de la chapelle Saint-Ulrich, un édifice inscrit à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques, l'Eglise Dompeter et le cimetière entourant l'Eglise Dompeter, classé au titre de la loi sur les sites de 1930 ;
- les servitudes PT1 et PT2 relatives au centre radioélectrique de Mutzig.

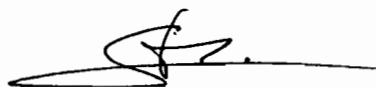
### **IV- DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Il est rappelé que la commune d'Avolsheim est concernée par le projet de déviation de la RD 422. Ces travaux ont fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Molsheim, Dorlisheim et Avolsheim prononcée par arrêté préfectoral du 14 janvier 2002.

Le plan local d'urbanisme devra prendre en compte cette opération.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet  
le chef de la cellule  
Urbanisme-Etat



Christophe BALLET-BAZ



Direction Régionale de l'Environnement  
ALSACE

## Démarche relative à la prise en compte du grand hamster dans les PLU

L'arrêté du 16 décembre 2004 modifiant l'arrêté du 17 avril 1981 fixant les listes des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire national interdit la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation **de l'espèce**, ainsi que la destruction, l'altération ou la dégradation **de son milieu particulier**.

1. La démarche consistera à **vérifier dans un premier temps si la présence du grand hamster a été identifiée récemment dans la commune** (après 1990).  
(cf liste des communes et carte de présence de l'espèce)

2. **Dans le cas où la présence du grand hamster a été identifié dans la commune, il y a lieu d'identifier le milieu particulier de l'espèce.**

La notion de milieu particulier doit prendre en considération :

- les milieux favorables sans pour autant qu'il soit nécessaire que l'espèce y soit observée mais à condition qu'elle l'ait été dans un passé récent ou qu'elle puisse le recoloniser naturellement de façon probable à partir des noyaux existants.
- les sites de reproduction et de repos

Les éléments d'information dont on dispose pour identifier ces milieux sont les suivants :

- la définition du milieu favorable à savoir un sol sec et profond de loess ou d'argile (carte des terres agricoles ou carte en cours de réalisation à la DIREN)
- le résultat des comptages menés depuis 1998 sur 100 communes par an qui permet d'identifier de manière plus précise les zones concernées (données ONCFS ou carte en cours de réalisation à la DIREN).

3. **A partir de ces éléments, la commune choisira de situer les zones d'extension urbaine (IAU et IIAU) :**

- **dans une partie de la commune qui ne constitue pas un milieu favorable pour l'espèce.** Dans ces cas, l'étude devra mentionner les éléments de réflexion qui ont conduit à conclure que le site ne constituait pas un milieu favorable pour l'espèce.
- **dans une zone considérée comme un milieu favorable à l'espèce.** Dans ce cas, lors de la réalisation du projet, la destruction de ce milieu devra faire l'objet d'une **autorisation spécifique** qui sera accordée uniquement pour les projets d'intérêt public majeur sous conditions :
  - qu'il n'y ai pas d'autre solution satisfaisante **et**
  - que la dérogation ne nuise pas au maintien dans un état de conservation favorable de l'espèce.

Dans ce cas, le site devra également faire l'objet d'un recensement pour vérifier la présence effective de l'espèce sur le site. Si l'espèce est présente sur le site, une **autorisation ministérielle de capture** devra également être obtenue. Néanmoins, des mesures permettant d'éviter ces captures devraient être prises, notamment en favorisant le déplacement naturel de l'animal par l'implantation de cultures favorables en périphérie mais à l'extérieur de la zone d'emprise au moins une année avant le démarrage des travaux

**DIREN**

8, rue Adolphe Seyboth - 67080 STRASBOURG Cedex  
☎: 03.88.22.73.30 - ✉ 03.88.22.73.31  
courriel : prénom.nom@alsace.ecologie.gouv.fr



Direction Régionale de l'Environnement  
ALSACE

## Démarche relative à la prise en compte du grand hamster dans les PLU

Des mesures compensatoires devront être proposées **dans le cadre des deux autorisations**. La mise en œuvre de ces mesures sera assurée, soit par la maîtrise foncière, soit par la mise en place de convention de gestion agricole **pour une période permettant de garantir le bon état de conservation de l'espèce**.

Le rapport de présentation du PLU devra mentionner (R 123-2 du code de l'urbanisme) :

- les informations relatives à la présence du grand hamster dans la commune et plus spécifiquement sur le ou les sites concernés ou à proximité
- la réglementation de protection de l'espèce et de son milieu particulier
- les choix retenus pour établir le PLU, notamment les informations relatives à des solutions alternatives
- la justification de l'intérêt public majeur du ou des projets
- les incidences des orientations du plan sur l'espèce et son milieu particulier et la manière dont le plan prend en compte le souci de leur préservation (proposition de mesures citées ci-dessus)

**DIREN**

8, rue Adolphe Seyboth - 67080 STRASBOURG Cedex  
☎: 03.88.22.73.30 - ✉ 03.88.22.73.31  
courriel : [prenom.nom@alsace.ecologie.gouv.fr](mailto:prenom.nom@alsace.ecologie.gouv.fr)

PLAN LOCAL D'URBANISME  
(PLU)  
COMMUNE DE  
AVOLSHEIM



PORTER A LA CONNAISSANCE

Délibération du conseil municipal du  
11 septembre 2003  
premiers éléments de porter à la  
connaissance transmis le  
4 janvier 2005

- 1 plan Sans dénomination
- 1 plan au 1/25000ème du Ministère de la Défense - centre radio- électrique de MUTZIG
- 1 - Code de la construction et de l'habitation - 1 plan - Télédiffusion de France - liaison hertzienne  
Marckolsheim - Strasbourg-Nordheim
- 1 plan au 1/5000ème - réseau France Télécom
- 1 plan monuments historiques
- 1 plan au 1/10000ème Electricité de Strasbourg
- 1 plan au 1/25000ème périmètres archéologiques : Voir plan figurant ds dossier
- 1 plan au 1/25000ème recensement des enjeux environnementaux de la DIREN

Voir plan  
des  
servitudes  
d'utilité  
publique -

- ~~liste~~ liste des servitudes d'utilité publique : voir liste figurant dans dossier.





Direction Régionale de  
l'Environnement Alsace

# Recensement des enjeux environnementaux: commune d'Avolsheim

Ces données vous sont fournies à titre informatif. Ce document n'a pas de caractère officiel.



## Recensement des enjeux environnementaux : commune d'Avolsheim

*Ces données vous sont fournies à titre informatif. Ce document n'a pas de caractère officiel.*

Nom de la commune	Code INSEE	Nature de la zone	N° de la zone	Nom de la zone
AVOLSHEIM	67016	SC	17	Eglise Dompeter
AVOLSHEIM	67016	ZNIEFF de type II	0900 0000	COLLINES CALCAIRES SOUS-VOSGIENNES
AVOLSHEIM	67016	ZNIEFF de type II	0801 0000	RIED DE LA BRUCHE
AVOLSHEIM	67017	hamster		avant 1990

APB	Arrêté préfectoral de protection de biotope
FP	Forêt de protection
hamster	présence possible de grand hamster
RBD	Réserve forestière biologique et domaniale
RC	Réserve de chasse
RHR	Rivière recensée à l'inventaire des zones humides remarquables
RN	Réserve naturelle nationale
RNR	Réserve naturelle régionale
SC	Site classé
SI	Site inscrit
ZHR	Zone humide remarquable
RBD	Réserve forestière biologique et domaniale
ZPS	Zone de protection spéciale au titre de la directive Oiseaux
SIC	Site d'intérêt communautaire au titre de la directive Habitats
loi montagne	commune sur laquelle s'applique la loi montagne



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Strasbourg, le - 4 JAN. 2005



direction  
départementale  
de l'Équipement  
Bas-Rhin



service  
urbanisme et  
Aménagement

07SUA/UE

LE PREFET DU BAS-RHIN

à

Monsieur le Maire  
de la commune d'AVOLSHEIM  
67120 AVOLSHEIM

OBJET : Plan local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune d'AVOLSHEIM

Révision

PORTER A LA CONNAISSANCE

REFER : Délibération du conseil municipal du 11 septembre 2003

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme Gratia

☎ 03.90.23.85.48

P.J. : une chemise comportant les documents joints en annexe

Monsieur le Maire,

En application des articles L 121-2 et R 121-1 du code de l'urbanisme, le Préfet doit porter à la connaissance du maire les dispositions particulières applicables au territoire concerné, notamment :

- les directives territoriales d'aménagement,
- les dispositions relatives aux zones de montagne et au littoral,
- les servitudes d'utilité publique,
- les projets d'intérêt général,
- les opérations d'intérêt national au sens de l'article L121-9 du code de l'urbanisme,
- ainsi que les études techniques dont dispose l'Etat en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

**Veuillez trouver ci-dessous les premiers éléments du porter à la connaissance.**

---

## **I- LES PRINCIPES ENONCES A L'ARTICLE L121-1 DU CODE DE L'URBANISME**

---

Dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, l'Etat veille au respect des principes définis à l'article L121-1 du code de l'Urbanisme et qui sont :

### **Les principes d'équilibre entre aménagement et protection, de diversité des fonctions urbaines et mixité sociale, et d'utilisation économe et équilibrée des espaces**

Ces principes doivent guider vos réflexions dans l'élaboration du PLU.

Ainsi, je vous rappelle que les **plans locaux d'urbanisme** déterminent les conditions permettant d'assurer :

1° L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages , d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable;

2° La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux.

3° Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature".

---

## **II- LE PRINCIPE D'UN URBANISME DE QUALITE LE LONG DES VOIES ROUTIERES LES PLUS IMPORTANTES POSE PAR L'ARTICLE L 111-1-4 DU CODE DE L'URBANISME**

---

Par lettre du 20 août 1996, M. le Préfet vous a informé sur le contenu de l'article L 111-1-4 du code de l'urbanisme et ses conséquences sur la constructibilité des espaces situés de part et d'autres des voies routières les plus importantes.

Cet article, qui a été introduit dans le code de l'urbanisme par la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, vise à maîtriser le développement urbain le long des voies les plus importantes.

L'article L 111-1-4 premier alinéa dispose qu'en dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites :

- dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations d'agglomérations au sens du code de la voirie routière,
- et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation,
- sous réserve de quelques exceptions limitativement énumérées.

Les dispositions visées par l'article L 111-1-4 sont applicables depuis le 1er janvier 1997.

La loi invite les communes qui disposent d'un plan local d'urbanisme à édicter aux abords des grandes infrastructures routières : autoroutes, routes express, déviations, routes classées à grande circulation, des règles d'urbanisme justifiées et motivées au regard des nuisances, de la sécurité et de la qualité architecturale, urbaine et paysagère.

A défaut d'avoir mené et formalisé dans le plan local d'urbanisme et en particulier dans le projet d'aménagement et de développement durable une telle réflexion, les dispositions du premier alinéa de l'article L 111-1-4 **sont applicables de plein droit aux terrains situés en dehors des espaces urbanisés**, nonobstant leur classement en zone urbaine ou en zone d'urbanisation future par le document d'urbanisme ou leur situation à l'intérieur des panneaux d'agglomération.

*Le territoire de votre commune est concerné par :*

*la route départementale 422 classée comme route à grande circulation.*

---

### **III- PROJET D'INTERET GENERAL RELATIF AU SCHEMA REGIONAL DES GRAVIERES**

---

Votre commune est concernée par la ZERC n°III du projet de schéma régional des gravières déclarée projet d'intérêt général par arrêté préfectoral du 19 décembre 1988.

Le groupe de travail chargé de son élaboration n'a pas prévu de secteur exploitable sur cette commune.

De ce fait, pour établir la nécessaire compatibilité du PLU avec la ZERC, il y a lieu d'interdire les carrières de matériaux alluvionnaires sur l'ensemble du ban communal.

---

### **IV- INTEGRATION DANS LE PLAN LOCAL D'URBANISME DES DISPOSITIONS CONTENUES DANS L'ARRETE PREFECTORAL DU 25 JUIN 1999 RECENSANT LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES BRUYANTES DANS LE DEPARTEMENT**

---

La politique de lutte contre le bruit le long des infrastructures de transports terrestres menée par l'Etat s'est traduite notamment par la mise en place d'une nouvelle réglementation pour définir les conditions dans lesquelles des constructions peuvent s'implanter au voisinage d'axes bruyants.

Il s'agit de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit qui met l'accent sur la prévention des nuisances sonores et de ses textes d'application.

En application de cette réglementation, il appartient au préfet de recenser et classer les infrastructures de transports bruyantes, existantes ou en projet, en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic. Sur la base de ce classement, il détermine, après consultation des communes, les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures affectés par le bruit.

C'est l'objet de l'**arrêté préfectoral du 25 juin 1999** qui a recensé et classé les infrastructures de transports terrestres du département du Bas-Rhin et déterminé l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

Cet arrêté a recensé et classé sur le territoire de la commune d' AVOLSHEIM :

- la RD 422 comme **infrastructure de catégorie 3** dans sa portion débutant au niveau de la RN 4 à Marlenheim et finissant au niveau de la limite d'agglomération sud de Molsheim (largeur du secteur de nuisance acoustique : **100 mètres de part et d'autre de la voie**) ;

La prise en compte par le plan local d'urbanisme des dispositions visées de la loi du 31 décembre 1992 s'effectue comme suit :

Le plan local d'urbanisme doit être complété par une annexe indiquant à titre d'information, **sur un ou plusieurs documents graphiques** le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transport terrestre bruyantes

Cette annexe doit également comprendre à titre informatif **les prescriptions d'isolement acoustique applicables**, ainsi que **la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés.**

---

## V - SCHEMA DIRECTEUR DE L'AGGLOMERATION DE MOLSHEIM-MUTZIG

---

Votre commune est couverte par le schéma directeur de Molsheim/Mutzig, dont la révision a été approuvée le 13 mars 2002.

En application de l'article L123-1 du code de l'urbanisme, les dispositions du PLU devront être compatibles avec celles du schéma directeur.

---

## VI - PREVENTION DES RISQUES NATURELS

---

L'article L121-1.3° du code de l'urbanisme dispose que les plans locaux d'urbanisme « déterminent les conditions permettant d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles ».

En date du 25 novembre 1992, M. le Préfet a pris un arrêté délimitant les zones dans lesquelles les constructions sont interdites ou réglementées du fait de leur exposition à un risque d'inondation par le Bruche. La commune d'Avolsheim entre dans le champ d'application de cet arrêté.

Aussi, je vous demande de tenir compte lors de la présente révision du Plan local d'Urbanisme du risque d'inondation mis en évidence sur votre commune.

Afin de compléter ces premiers éléments du porter à la connaissance et procéder à la consultation des services, il est nécessaire que votre prestataire communique à la cellule urbanisme de l'Etat de la DDE les calques des fonds de plan de la commune au 1/5000<sup>ème</sup>.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet  
le chef de la cellule  
Urbanisme-Etat



Jacques BALLOUEY

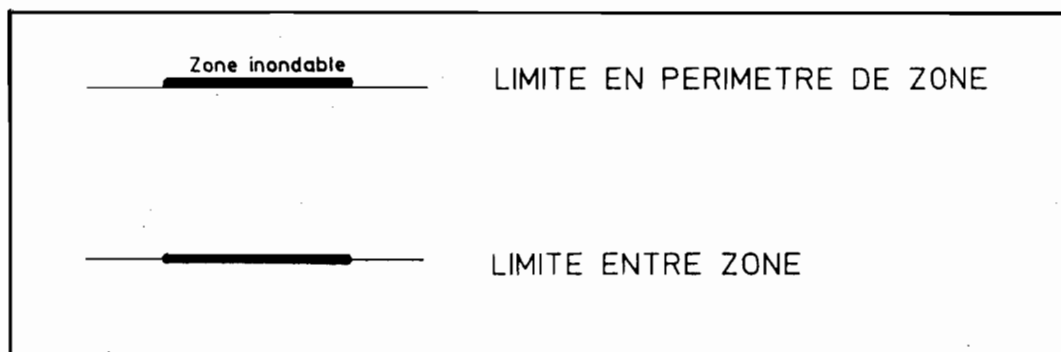


MOSSIG



Mossig  
crue de février 1990  
Bruche  
Périmètre des zones  
inondables (art. R 111-3)

0 0.2 0.4 Kilomètres  
1:25.000



## PREFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA FORET DU BAS-RHIN

### DELIMITATION DES ZONES INONDABLES DE LA BRUCHE DANS LE BAS-RHIN

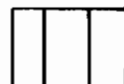
(Article R III-3 du code de l'Urbanisme)

Plan approuvé par Arrêté Prefectoral du 25 Novembre 1992



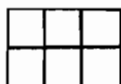
ZONE I

Toutes constructions interdites  
sauf exceptions précisées au  
titre II de l'arrêté sous réserve  
du respect de prescriptions  
spéciales.



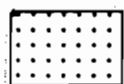
ZONE III

Toutes constructions  
interdites sauf construction  
et travaux concernant les  
bâtiments liés à l'Exploitation  
agricole y compris le logem  
nt des exploitants agricoles  
et exceptions précisées au  
titre IV de l'Arrêté sous  
réserve du respect des  
prescriptions spéciales.



ZONE II

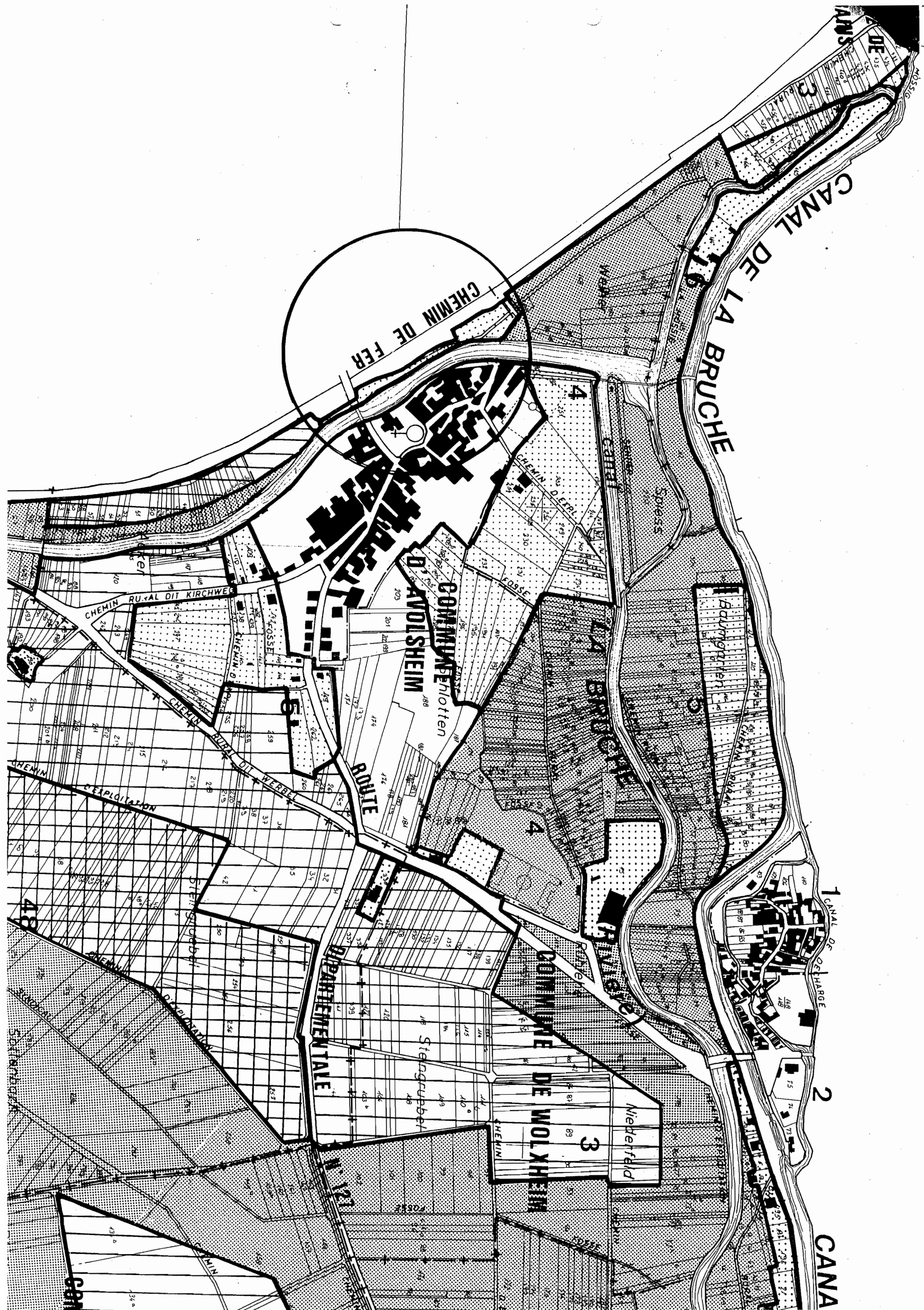
Toutes constructions interdites  
sauf bâtiments à usages  
purement agricole et exceptions  
précisées au titre III de l'Arrêté  
sous réserve du respect de  
prescriptions spéciales.



ZONE IV

Toutes constructions  
possibles sous réserve du  
respect de prescriptions  
spéciales.





REPUBLIQUE FRANCAISE  
PREFECTURE DU BAS-RHIN

Direction des Interventions Publiques  
Bureau de l'Environnement  
et des Espaces Naturels

Direction Départementale de  
l'Agriculture et de la Forêt  
du Bas-Rhin

ARRETE PREFECTORAL

Le Préfet de la Région Alsace,  
Préfet du Bas-Rhin,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son article R 111-3 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R 11-4 à R 11-14 ;

VU l'arrêté en date du 3 Juin 1991 prescrivant la mise à l'enquête publique du projet et des plans annexés sur la délimitation des zones dans lesquelles les constructions sont interdites ou réglementées du fait de leur exposition à un risque d'inondation par la BRUCHE ;

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé à la Sous-Préfecture de MOLSHEIM, à la Sous-Préfecture de STRASBOURG-Campagne et dans les communes suivantes, du 18 Juin au 8 Juillet 1991 inclus ;

Arrondissement de MOLSHEIM :

ALTORF  
AVOLSHEIM  
BAREMBACH  
LA BROQUE  
DACHSTEIN  
DINSHEIM  
DORLSHEIM  
DUTTLENHEIM  
ERGERSHEIM  
ERNOLSHEIM/BRUCHE  
GRESSWILLER  
HEILIGENBERG  
LUTZELHOUSE

MOLLKIRCH  
MOLSHEIM  
MUTZIG  
MÜHLBACH/BRUCHE  
NIEDERHASLACH  
ROTHAU  
RUSS  
SCHIRMECK  
SOULTZ-LES-BAINS  
URMATT  
WISCHES  
WOLXHEIM

Arrondissement de  
STRASBOURG-CAMPAGNE :

ACHENHEIM  
DUPPIGHEIM  
HANGENBIETEN  
KOLBSHEIM

VU l'avis de la Commission d'Enquête en date du 8 Août 1991 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de chacune des communes précitées :

Arrondissement de MOLSHEIM :

Avis du Conseil Municipal d' ALTORF	en date du 10 Février 1992
Avis du Conseil Municipal d' AVOLSHEIM	en date du 31 Janvier 1992
Avis du Conseil Municipal de BAREMBACH	en date du 13 Janvier 1992
Avis du Conseil Municipal de LA BROQUE	en date du 7 Mai 1992
Avis du Conseil Municipal de DACHSTEIN	en date du 28 Janvier 1992
Avis du Conseil Municipal de DINSHEIM	en date du 29 Février 1992
Avis du Conseil Municipal de DORLSHEIM	en date du 26 Mars 1992
Avis du Conseil Municipal de DUTTLENHEIM	en date du 29 Janvier 1992
Avis du Conseil Municipal d' ERGERSHEIM	en date du 11 Février 1992
Avis du Conseil Municipal d' ERNOLSHEIM/BRUCHE	en date du 20 Février 1992
Avis du Conseil Municipal de GRESSWILLER	en date du 24 Février 1992
Avis du Conseil Municipal de HEILIGENBERG	en date du 22 Janvier 1992
Avis du Conseil Municipal de LUTZELHOUSE	en date du 7 Juillet 1992
Avis du Conseil Municipal de MOLLKIRCH	en date du 20 Mai 1992
Avis du Conseil Municipal de MOLSHEIM	en date du 21 Février 1992
Avis du Conseil Municipal de MUTZIG	en date du 14 Février 1992
Avis du Conseil Municipal de MÜHLBACH/BRUCHE	en date du 17 Janvier 1992
Avis du Conseil Municipal de NIEDERHASLACH	en date du 31 Janvier 1992
Avis du Conseil Municipal de ROTHAU	en date du 3 Juin 1992
Avis du Conseil Municipal de RUSS	en date du 22 Janvier 1992
Avis du Conseil Municipal de SCHIRMECK	en date du 2 Mars 1992
Avis du Conseil Municipal de SCULTZ-LES-BAINS	en date du 21 Mai 1992
Avis du Conseil Municipal d' URMATT	en date du 29 Janvier 1992
Avis du Conseil Municipal de WISCHES	en date du 28 Février 1992
Avis du Conseil Municipal de WOLXHEIM	en date du 5 Février 1992

Arrondissement de STRASBOURG-CAMPAGNE :

Avis du Conseil Municipal d' ACHENHEIM	en date du 24 Février 1992
Avis du Conseil Municipal de DUPPIGHEIM	en date du 10 Janvier 1992
Avis du Conseil Municipal de HANGENBIETEN	en date du 30 Janvier 1992
Avis du Conseil Municipal de KOLBSHEIM	en date du 20 Janvier 1992

VU la consultation des services et organismes à laquelle il a été procédé le 5 Juin 1991 (Direction Départementale de l'Équipement, Armée de l'Air, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement, Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Service Départemental de l'Architecture, Service Régional de l'Aménagement des Eaux, Conseil Général du Bas-Rhin, Service de la Navigation de Strasbourg, Electricité de Strasbourg, S.N.C.F., Chambres Consulaires de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, des Métiers d'Alsace, Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise, Service Départemental de l'Eau et de l'Assainissement (S.D.E.A.), Bureaux d'Etude Réunis de l'Est (BEREST) ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt considérant dans sa note de présentation d'Avril 1991 jointe au dossier d'enquête publique et intitulée "Délimitation des Zones Inondables de la Bruche", la nécessité d'une définition juridique du champ d'inondation de la Bruche ;

## A R R E T E

### TITRE I : Objet et champ d'application de l'arrêté

#### Article 1er :

Le présent arrêté a pour objet de délimiter les zones dans lesquelles les constructions sont interdites ou réglementées du fait de leur exposition à un risque d'inondation par la Bruche. Les dispositions prévues à cet effet par l'article R. 111-3 du Code de l'Urbanisme sont appliquées suivant les modalités définies par le présent arrêté aux terrains compris dans les zones I, II, III IV, définies sur les plans parcellaires annexés au présent arrêté et situées dans la Vallée de la Bruche de part et d'autre du cours d'eau de la Bruche et de ses diffluentes.

Sauf exceptions et sous réserve des prescriptions spéciales explicitées aux titres II, III, IV et V la constructibilité des différentes zones inondables est définie sommairement de la façon suivante :

Zone I : inconstructible ;

Zone II : constructible pour les seuls bâtiments agricoles ;

Zone III : constructible pour les bâtiments liés à l'exploitation agricole y compris le logement des exploitants agricoles (sorties d'exploitations) ;

Zone IV : toutes constructions possibles.

#### Article 2 :

Ces dispositions concernent tout ou partie du territoire des communes de :

##### Arrondissement de MOLSHEIM :

ALTORF  
AVOLSHEIM  
BAREMBACH  
LA BROQUE  
DACHSTEIN  
DINSHEIM  
DORLISHEIM  
DUTTLENHEIM  
ERGERSHEIM  
ERNOLSHEIM/BRUCHE  
GRESSWILLER  
HEILIGENBERG  
LUTZELHOUSE

MOLLKIRCH  
MOLSHEIM  
MUTZIG  
MÜLLBACH/BRUCHE  
NIEDERHASLACH  
ROTHAU  
RUSS  
SCHIRMECK  
SOULTZ-LES-BAINS  
URMATT  
WISCHES  
WOLXHEIM

##### Arrondissement de STRASBOURG-CAMPAGNE :

ACHENHEIM  
DUPPIGHEIM  
HANGENBIETEN  
KOLBSHEIM

## TITRE II : Dispositions applicables en Zone I

### Article 3 :

A l'intérieur de la zone I, toute construction est interdite, exceptions faites :

- \* des constructions réalisées pour assurer des missions de service public et ne générant ni accueil, ni fréquentation du public ;
- \* des infrastructures linéaires d'intérêt public sous réserve de conception assurant le libre écoulement des eaux ;
- \* des constructions de bâtiments liés à l'exploitation ou à l'implantation de conduites de transport d'énergie et notamment :
  - transport d'hydrocarbures gazeux, liquides ou liquéfiés,
  - transport de produits chimiques ;
- \* de la construction d'un bâtiment d'une emprise au sol n'excédant pas 100 m<sup>2</sup>, par ensemble sportif existant dans la zone à la date du présent arrêté ;
- \* de la construction d'un bâtiment d'une emprise au sol n'excédant pas 100 m<sup>2</sup>, par association de pêche et de pisciculture, à condition qu'il soit réalisé à proximité immédiate d'étangs de pêche existants à la date du présent arrêté et exploités par cette association. Un seul bâtiment par association est autorisé ;
- \* des travaux concernant des constructions existant à la date du présent arrêté n'ayant pour conséquence ni d'augmenter l'emprise au sol de la construction, ni de créer, d'aménager ou d'agrandir des locaux au sous-sol ;
- \* des reconstructions en cas de sinistres autres que ceux résultant de dégâts de crue, de bâtiments existant à la date du présent arrêté sur une surface au sol équivalente et dans le volume existant initialement ;

### Article 4 :

Toute demande de construction en zone I qui pourrait être admise au titre de l'article 3 susvisé sera soumise au préalable à l'avis du service de l'Etat chargé de la Police des Eaux et ne pourra avoir lieu que sous réserve du respect des prescriptions spéciales tenant compte du caractère inondable de leur terrain d'emprise et notamment en tant que de besoin :

- \* réalisation d'études hydraulique, d'impact et de réaménagement du site pour la sécurité et la préservation du libre écoulement des eaux ;



- \* mise hors d'eau de la construction par remblais, pilotis, ou endiguements arasés à 0,50 m au-dessus de la plus haute cote connue des eaux ;
- \* absence de sous-sol ;
- \* implantation et orientation de la construction de façon à perturber le moins possible l'écoulement des eaux ;
- \* réalisation de tout autre aménagement destiné à réduire les conséquences de l'implantation de la construction sur l'écoulement des crues et réciproquement ;

### TITRE III : Dispositions applicables en zone II

#### Article 5 :

A l'intérieur de la zone II, toute construction est interdite, exceptions faites :

- \* des constructions et travaux concernant des bâtiments à usage uniquement agricole ;
- \* des constructions réalisées pour assurer des missions de service public et ne générant ni accueil, ni fréquentation du public ;
- \* des infrastructures linéaires d'intérêt public sous réserve de conception assurant le libre écoulement des eaux ;
- \* des constructions de bâtiments liés à l'exploitation ou à l'implantation de conduites de transport d'énergie et notamment :
  - transport d'hydrocarbures gazeux, liquides ou liquéfiés,
  - transport de produits chimiques ;
- \* de la construction d'un bâtiment d'une emprise au sol n'excédant pas 100 m<sup>2</sup>, par ensemble sportif existant dans la zone à la date du présent arrêté ;
- \* de la construction d'un bâtiment d'une emprise au sol n'excédant pas 100 m<sup>2</sup>, par association de pêche et de pisciculture, à condition qu'il soit réalisé à proximité immédiate d'étangs de pêche existants à la date du présent arrêté et exploités par cette association. Un seul bâtiment par association est autorisé ;
- \* des constructions nécessaires pour l'extension ou la mise en conformité d'installations classées existant dans cette zone à la date du présent arrêté ;
- \* des travaux concernant des constructions existantes, autres que les bâtiments agricoles, n'ayant pour conséquence ni d'augmenter l'emprise au sol de la construction, ni de créer, d'aménager ou d'agrandir des locaux en sous-sol ;

- \* des reconstructions en cas de sinistres autres que ceux résultant de dégâts de crue, de bâtiments existant à la date du présent arrêté sur une surface au sol équivalente et dans le volume existant initialement ;

#### Article 6 :

Toute demande de construction en zone II qui pourrait être admise au titre de l'article 5 susvisé sera soumise au préalable à l'avis du Service de l'Etat chargé de la Police des Eaux et ne pourra avoir lieu que sous réserve du respect des prescriptions spéciales tenant compte du caractère inondable de leur terrain d'emprise et notamment en tant que de besoin :

- \* réalisation d'études hydraulique, d'impact et de réaménagement du site pour la sécurité et la préservation du libre écoulement des eaux ;
- \* mise hors d'eau de la construction par remblais, pilotis, ou endiguements arasés à 0,50 m au-dessus de la plus haute cote connue des eaux ;
- \* absence de sous-sol ;
- \* implantation et orientation de la construction de façon à perturber le moins possible l'écoulement des eaux ;
- \* réalisation de tout autre aménagement destiné à réduire les conséquences de l'implantation de la construction sur l'écoulement des crues et réciproquement.

### TITRE IV - Dispositions applicables en zone III

#### Article 7 :

A l'intérieur de la zone III, toute construction est interdite, exceptions faites :

- \* des constructions et travaux concernant des bâtiments liés à l'exploitation agricole y compris le logement des exploitants agricoles (sorties d'exploitation) ;
- \* des constructions réalisées pour assurer des missions de service public et ne générant ni accueil, ni fréquentation du public ;
- \* des infrastructures linéaires d'intérêt public sous réserve de conception assurant le libre écoulement des eaux ;
- \* des constructions de bâtiments liés à l'exploitation ou à l'implantation de conduites de transport d'énergie et notamment :
  - transport d'hydrocarbures gazeux, liquides ou liquéfiés,
  - transport de produits chimiques ;

- \* de la construction d'un bâtiment d'une emprise au sol n'excédant pas 100 m<sup>2</sup>, par ensemble sportif existant dans la zone à la date du présent arrêté ;
- \* de la construction d'un bâtiment d'une emprise au sol n'excédant pas 100 m<sup>2</sup>, par association de pêche et de pisciculture, à condition qu'il soit réalisé à proximité immédiate d'étangs de pêche existants à la date du présent arrêté et exploités par cette association. Un seul bâtiment par association est autorisé ;
- \* des constructions nécessaires pour l'extension ou la mise en conformité d'installations classées existant dans cette zone à la date du présent arrêté ;
- \* des travaux concernant des constructions existantes, autres que les bâtiments liés à l'exploitation agricole, n'ayant pour conséquence ni d'augmenter l'emprise au sol de la construction, ni de créer, d'aménager ou d'agrandir des locaux en sous-sol ;
- \* des reconstructions en cas de sinistres, autres que ceux résultant de dégâts de crue, de bâtiments existant à la date du présent arrêté sur une surface au sol équivalente et dans le volume existant initialement.

#### Article 8 :

Toute demande de construction en zone III qui pourrait être admise au titre de l'article 7 susvisé sera soumise au préalable à l'avis du Service de l'Etat chargé de la Police des Eaux et ne pourra avoir lieu que sous réserve du respect des prescriptions spéciales tenant compte du caractère inondable de leur terrain d'emprise et notamment en tant que de besoin :

- \* réalisation d'études hydraulique, d'impact et de réaménagement du site pour la sécurité et la préservation du libre écoulement des eaux ;
- \* mise hors d'eau de la construction par remblais, pilotis ou endiguements arasés à 0,50 m au-dessus de la plus haute cote connue des eaux ;
- \* absence de sous-sol ;
- \* implantation et orientation de la construction de façon à perturber le moins possible l'écoulement des eaux ;
- \* réalisation de tout autre aménagement destiné à réduire les conséquences de l'implantation de la construction sur l'écoulement des crues et réciproquement.



## TITRE V - Dispositions applicables en zone IV

### Article 9 :

A l'intérieur de la zone IV, toute construction est autorisée.

### Article 10 :

Toute demande de construction en zone IV qui pourrait être admise au titre de l'article 9 susvisé sera soumise au préalable à l'avis du Service de l'Etat chargé de la Police des Eaux et ne pourra avoir lieu que sous réserve du respect des prescriptions spéciales tenant compte du caractère inondable de leur terrain d'emprise et notamment en tant que de besoin :

- \* réalisation d'études hydraulique, d'impact et de réaménagement du site pour la sécurité et la préservation du libre écoulement des eaux ;
- \* mise hors d'eau de la construction par remblais, pilotis ou endiguements arasés à 0,50 m au-dessus de la plus haute cote connue des eaux ;
- \* absence de sous-sol ;
- \* implantation et orientation de la construction de façon à perturber le moins possible l'écoulement des eaux ;
- \* réalisation de tout autre aménagement destiné à réduire les conséquences de l'implantation du bâtiment sur l'écoulement des crues et réciproquement.

Les infrastructures linéaires devront prévoir le nombre d'ouvrages nécessaires afin de permettre le libre écoulement des eaux.

## TITRE VI - Application du présent arrêté

### Article 11 :

Le présent arrêté, ainsi que les plans, la note de présentation et l'état récapitulatif des surfaces classées annexés, sera tenu à la disposition du public :

- 1° à la Mairie des Communes concernées,
- 2° dans les bureaux de la Préfecture, 5, place de la République, STRASBOURG,
- 3° dans les bureaux de la Sous-Préfecture de MOLSHEIM et de la Sous-Préfecture de STRASBOURG-CAMPAGNE,
- 4° dans les bureaux de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, 2 rue des Mineurs à STRASBOURG,
- 5° Dans les bureaux de la Direction Départementale de l'Equipement, 42 rue Jacques Kablé à STRASBOURG.

Article 12 :

- le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-Préfet de l'Arrondissement de MOLSHEIM,
- le Sous-Préfet de l'Arrondissement de STRASBOURG-CAMPAGNE,
- les Maires des Communes de :

Arrondissement de MOLSHEIM :

ALTORF  
AVOLSHEIM  
BAREMBACH  
LA BROQUE  
DACHSTEIN  
DINSHEIM  
DORLISHEIM  
DUTTLENHEIM  
ERGERSHEIM  
ERNOLSHEIM/BRUCHE  
GRESSWILLER  
HEILIGENBERG  
LUTZELHOUSE

MOLLKIRCH  
MOLSHEIM  
MUTZIG  
MÜHLBACH/BRUCHE  
NIEDERHASLACH  
ROTHAU  
RUSS  
SCHIRMECK  
SOULTZ-LES-BAINS  
URMATT  
WISCHES  
WOLXHEIM

Arrondissement de  
STRASBOURG-CAMPAGNE :

ACHENHEIM  
DUPPIGHEIM  
HANGENBIETEN  
KOLBSHEIM


- le Directeur Départemental de l'Équipement,
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

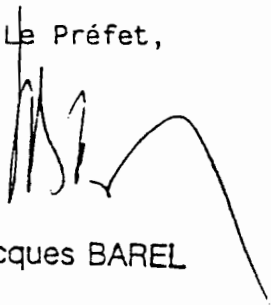
STRASBOURG, le 25 NOV. 1992

Le Préfet,

POUR AMPLIATION  
P. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,  
Le Chef de bureau

  
Corinne BAECHLER,



  
Jacques BAREL